

Le statut **C** Collaborative
des agents de **E** Economy
plateformes **P** Platform
d'économie **A** Agents'
collaborative **S** Status in the light
à la lumière **S** of
de la citoyenneté **O** SOcial
sociale **C** Citizenship

CEPASSOC

Projet de recherche sur la protection sociale des travailleurs de plateformes
Research project on platform workers' social protection



Les salaires minimaux des travailleurs de plateformes : Etude de droit comparé et de l'Union européenne

Minimum wages of platform workers : Study of comparative and European Union law

Vendredi 30 septembre 2022

Colloque hybride

Organisé par le MIL, Université Paris Est (UPEC)

Projet CEPASSOC, Projet N° ANR-20-CE26-001-01, <https://cepassoc.hypotheses.org/>

Chaire Jean Monnet 'Souveraineté économique européenne', <https://mil.u-pec.fr/le-projet-scientifique>



Le statut **C** Collaborative
des agents de **E** Economy
plateformes **P** Platform
d'économie **A** Agents'
collaborative **S** Status in the light
à la lumière **S** of
de la citoyenneté **O** SOcial
sociale **C** Citizenship

CEPASSOC

Projet de recherche sur la protection sociale des travailleurs de plateformes
Research project on platform workers' social protection

Programme :

30/09/22 : COLLOQUE : LES SALAIRES MINIMAUX DES TRAVAILLEURS DE PLATEFORMES

I. PERSPECTIVES DE DROIT COMPARE ET INTERDISCIPLINAIRE :

9h30-10h00 : Introduction

- Accueil et présentation de la chaire Jean Monnet, **Stéphane de la Rosa**, PU, Droit public, UPEC
- Présentation du projet CEPASSOC, **Claire Marzo**, MCF Droit public, UPEC

10h00-11h00 : L'accès à un salaire minimum en France, perspectives interdisciplinaires :

- FRANCE : Sociologie : Présentations des résultats de l'enquête CEPASSOC, **Aurore Koechlin**, MCF Sociologie Paris I
- FRANCE : Droit : **Isabelle Daugareilh**, Directeur de recherche au CNRS – HDR in Comptrasec, Bordeaux

Discussion

Pause

11h30-13h30 : L'accès à un salaire minimum dans les Etats, perspectives de droit comparé :

- ESPAGNE : Salaire minimum, revenu minimum et travail de plateforme en Espagne, **Eusebi Colas Neila**, University Pompeu Fabra, Barcelona
- ITALIE : Protection sociale des travailleurs des plateformes numériques, revenu de citoyenneté et théorie du risque, **Piera Loi**, Università degli studi di Cagliari, UNICA.
- SUEDE : Protection des revenus et travail de plateformes en Suède, **Ann-Christine Hartzén**, Researcher and senior lecturer, Department of business law, Lund University.
- ROYAUME-UNI : **Jonathan Sellam**, Doctorant, Paris II.

Discussion

30/09/22 : CONFERENCE : MINIMUM WAGES OF PLATFORM WORKERS

I. INTERDISCIPLINARY AND COMPARATIVE LAW PERSPECTIVES:

9h30-10h00 : Introduction

- Welcome and presentation of the Jean Monnet program, **Stéphane de la Rosa**, PU, Droit public, UPEC
- Presentation of the CEPASSOC project, **Claire Marzo**, MCF Droit public, UPEC

10h00-11h00 : L'accès à un salaire minimum en France, perspectives interdisciplinaires :

- FRANCE : Sociology : Presentation of the results of the CEPASSOC investigation, **Aurore Koechlin**, MCF Sociologie Paris I
- FRANCE : Law : **Isabelle Daugareilh**, Directeur de recherche au CNRS – HDR in Comptrasec, Bordeaux

Discussion

Pause

11h30-13h30 : National access to minimum wage, perspectives of comparative law:

- SPAIN : Minimum wage, minimum income, and platform work in Spain, **Eusebi Colas Neila**, University Pompeu Fabra, Barcelona
- ITALY: Social protection of platform workers, citizenship income and risk theory, **Piera Loi**, Università degli studi di Cagliari, UNICA.
- SWEDEN: Income protection and platform work in Sweden, **Ann-Christine Hartzén**, Researcher and senior lecturer, Department of business law, Lund University.
- UNITED KINGDOM: **Jonathan Sellam**, Doctorant, Paris II.

Discussion

Le statut **C** Collaborative
 des agents de **E** Economy
 plateformes **P** Platform
 d'économie **A** Agents'
 collaborative **S** Status in the light
 à la lumière **S** of
 de la citoyenneté **O** SOcial
 sociale **C** Citizenship

CEPASSOC

Projet de recherche sur la protection sociale des travailleurs de plateformes
Research project on platform workers' social protection



Déjeuner	Lunch
II. PERSPECTIVES DE DROIT DE L'UNION EUROPEENNE ET INTERNATIONAL	II. PERSPECTIVES OF EU AND INTERNATIONAL LAW
<u>14h00-15h30 : I. Les propositions européennes et internationales</u>	<u>14h00-15h30 : I. European and international proposals</u>
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Perspectives indiennes : Nouvelles lois du travail : implications pour les travailleurs de plateformes, Aditi Surie, Indian Institute for Human Settlements ➤ La proposition de directive sur le salaire minimum : le contenu de l'accord prévisionnel, Stéphane de la Rosa, PU, Droit public, UPEC ➤ L'impact de la directive 'salaire minimum' sur les travailleurs de plateformes, Sophie Robin-Olivier, PU, Droit privé, Paris Sorbonne 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Labour Law Reforms: Sweeping Changes and Implications for Platform Workers, Aditi Surie, Indian Institute for Human Settlements ➤ The proposal of directive on minimum wages: the content of the provisional agreement, Stéphane de la Rosa, PU, Droit public, UPEC ➤ The impact of the minimum wage directive on platform workers, Sophie Robin-Olivier, PU, Droit privé, Paris Sorbonne
<u>16h00-17h30 : Quel équilibre entre souveraineté nationale et Europe en quête de justice sociale ?</u>	<u>16h00-17h30: What balance between national sovereignty and a Europe looking for social justice ?</u>
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Repenser le droit social européen à la lumière du travail de plateformes ? Claire Marzo, MCF, Droit public, UPEC ➤ Citoyenneté européenne, droits fondamentaux et salaire minimum des travailleurs de plateformes, Linxin He, MCF, Droit privé, Paris I. ➤ Vers une nouvelle conception du marché intérieur et une économie sociale de marché ?, Laurence Potvin Solis, PU, Droit public, UPEC ➤ Conclusions : Quelques remarques d'un économiste, Bernard Gazier, Professeur émérite, Sciences économiques, Paris I 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Re-thinking European social law in light of platform work, Claire Marzo, MCF, Droit public, UPEC ➤ European citizenship, Fundamental rights and minimum wage of platform workers, Linxin He, MCF, Droit privé, Paris I. ➤ Towards a new conception of internal market and "highly competitive social market", Laurence Potvin Solis, PU, Droit public, UPEC ➤ Conclusions : Some thoughts from an Economist, Bernard Gazier, Professeur émérite, Sciences économiques, Paris I
<u>17h30 : Fin</u>	<u>17h30 : End</u>

Comité scientifique/ Scientific committee:

Claire Marzo, MCF, MIL, UPEC

Stéphane de la Rosa, PU, MIL, UPEC

Le statut C Collaborative
 des agents de E Economy
 plateformes P Platform
 d'économie A Agents'
 collaborative S Status in the light
 à la lumière S of
 de la citoyenneté O SOcial
 sociale C Citizenship

CEPASSOC

Projet de recherche sur la protection sociale des travailleurs de plateformes
Research project on platform workers' social protection

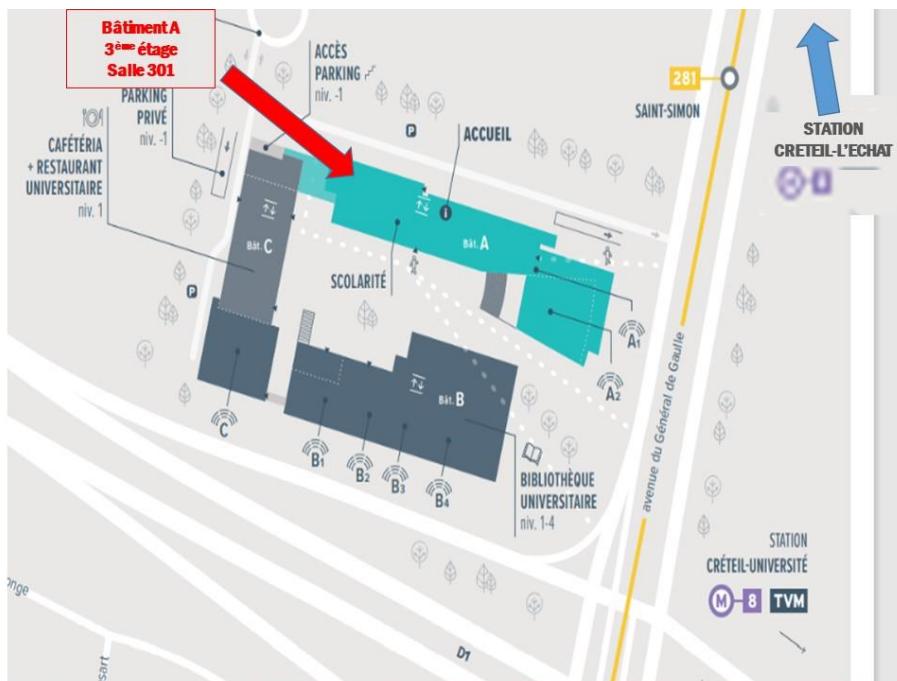


Inscription libre et obligatoire auprès de
 / Free and compulsory registration @ cepassoc@u-pec.fr

Accès au colloque en présentiel dans la limite des places disponibles
 / Access in person to the conference subject to the number of available places.

Salle A301

Adresse : Faculté de droit UPEC, Site Boulle
 85, Avenue du Général de Gaulle
 94000 Crétel
 Métro Crétel l'Échat (ligne 8)



Accès en distanciel par lien zoom/ Zoom access

Colloque Conference

Sujet : CEPASSOC Colloque salaire minimum

Heure : 30 sept. 2022 09:30 AM Paris

<https://u-pec-fr.zoom.us/j/82670007991>

ID de réunion : 826 7000 7991



Le statut **C** Collaborative
des agents de **E** Economy
plateformes **P** Platform
d'économie **A** Agents'
collaborative **S** Status in the light
à la lumière **S** of
de la citoyenneté **O** SOcial
sociale **C** Citizenship

CEPASSOC

Projet de recherche sur la protection sociale des travailleurs de plateformes
Research project on platform workers' social protection



Argumentaire/ Presentation:

Les questions de l'instauration d'un salaire minimum et d'une législation pour les travailleurs de plateformes sont revenues à l'ordre du jour. La pandémie et la crise sociale qui a fait suite à la crise sanitaire ont conduit l'Union européenne à envisager à nouveau des mesures sociales phares.

Ces deux idées, celle d'un salaire minimum d'une part et d'une protection accrue des travailleurs de plateformes d'autre part, sont actuellement portées par les institutions européennes et devraient faire l'objet de directives¹. La directive sur un salaire minimum a fait l'objet d'un accord provisoire qui devrait permettre son adoption en septembre². La proposition de directive sur les conditions de travail des travailleurs de plateformes est en cours de négociation au Conseil et au Parlement européen³.

Dans la lignée du socle de droits sociaux, ces deux textes s'inscrivent dans une problématique qui relève :

-à la fois du projet CEPASSOC qui a pour objet la protection sociale de travailleurs de plateformes et dont le thème n°2 est explicitement consacré à leurs revenus (voir le site du projet : <https://cepassoc.hypotheses.org/>),

-et des questionnements de la chaire Jean Monnet consacrée à la souveraineté économique de l'Union. En effet, la question est double : c'est celle de la marge de manœuvre du législateur européen face aux Etats membres tout en étant celle de la souveraineté nationale face aux développements européens. Ces deux côtés de la médaille doivent être analysés à la lumière de l'affirmation du principe de subsidiarité surtout au lendemain d'une crise sanitaire qui a pu inviter à refermer les frontières et à donner la primauté aux mesures nationales, à l'aune des droits fondamentaux nationaux, européens et internationaux ou encore à l'aune d'un contexte économique fragile.

Cette journée d'étude a deux objectifs :

- Le premier est de rendre compte de l'accès à un salaire ou à un revenu minimum du travailleur de plateformes, qu'il soit français, suédois, espagnol ou italien (analyse comparée)
- Le second est de discuter de l'impact de la nouvelle directive sur un salaire minimum à la lumière du travail de plateformes (analyse de droit de l'Union européenne et international).

The question of setting a minimum wage and a legislation for platform workers have come back. The pandemic and the social crisis that followed the health crisis have led the European Union to create new strong social measures.

These two ideas of a minimum wage and of a better protection of platform workers are now in the hands of the European institutions and should lead to Directives.

The directive on minimum wage has been informally agreed and should be adopted in the coming days. The proposal on platform workers' working conditions is still in discussion between the European Parliament and the Council.

In line with the European Pillar of Social Rights, these two texts raise questions relating to:

-the CEPASSOC project which aims at focusing on platform workers' social protection -its second hypothesis is devoted to platform workers' wages (see the project website: <https://cepassoc.hypotheses.org/>),

-the Jean Monnet chair which relates to the European Union economic sovereignty. This question has two aspects: the margin of manoeuvre of the European legislator in front of the Member States as well as the national sovereignty in response to the EU evolutions. The two sides of the same coin must be seen in light of the principle of subsidiarity especially after the sanitary crisis which led to the closing of borders and the primacy of national measures, in light of international, European and national fundamental rights and in light of a unsteady economic context.

This conference has two objectives:

- The first one is to give a sense of the access to a wage and/or to an income of platform workers, whether they are French, Swedish, Spanish or Italian (comparative analysis)
- The second one is to discuss the impact of the new directive on minimum wage in light of platform work (International and EU law analysis).

Projet N° ANR-20-CE26-001-01
<https://cepassoc.hypotheses.org/>

¹ Voir aussi la résolution du Parlement européen sur la protection sociale des travailleurs de plateformes.

² C(2021) 3570 Final Commission européenne 6 juin 2021.

³ C(2021) 4230 Final Commission européenne 15 juin 2021.